

Mardi 27 octobre 2020

CORONAVIRUS ET SCOLARITÉ : LE MASQUE TOMBE

« **Nous sommes préparés à tout** ». C'est ce que répétait avec aplomb Jean-Michel Blanquer à la fin de l'été. Plan de [continuité pédagogique](#), alternance de demi-groupes en classe et en enseignement à distance, masques fournis à tous les personnels dès la rentrée, protocole sanitaire adapté... Notre ministre prétendait effectuer une rentrée joyeuse, tout devait coller au discours.

Les personnels de l'Education Nationale ne se sont pas laissés abuser, bien trop coutumiers des mensonges d'un ministre incompétent. Mais quelques semaines plus tard, c'est [le reste de la société](#) qui commence à comprendre la problématique du système éducatif français face à la circulation toujours très active d'un coronavirus non contrôlé. Et le gouvernement a de plus en plus de mal à cacher son incompétence !

Protocoles et clusters

Depuis le mois d'août, le protocole sanitaire en vigueur dans le premier et second degré a été allégé deux fois. Le respect des gestes barrière, qui semble **une priorité vitale dans tous les autres compartiments de la société**, n'est que facultatif dans nos établissements. Deux d'entre eux posent particulièrement problème :

Respect d'une distance minimale entre chaque personne

Aucune distance dans nos classes.

- Les effectifs les plus chargés d'Europe sont maintenus tels quels.
- Le mobilier n'a pas été modifié pour individualiser les espaces de travail des élèves.
- Des locaux supplémentaires n'ont pas été recherchés, ni des personnels qualifiés pour permettre la réduction des effectifs.

Lavage de mains régulier

En temps normal, il est déjà compliqué d'accéder à des sanitaires propres et équipés en savon et en papier dans nos écoles. En période de circulation active d'un virus, cela devient une véritable faille du protocole sanitaire. Notre syndicat a alerté l'institution à plusieurs reprises et demandé d'ajouter des sanitaires partout où c'était nécessaire pour permettre à tous les élèves de pouvoir se laver les mains aussi souvent que possible. En vain...

Conséquence de ces négligences ministérielles : dès le 25 septembre, [Santé Publique France](#) affirmait que le principal lieu de développement des foyers d'infection était le milieu scolaire et universitaire.

Personnes vulnérables

Dès la fin du mois d'août, l'exécutif réduisait drastiquement la liste des personnes vulnérables protégées par le décret du 5 mai 2020, exposant ainsi délibérément des personnes fragiles et / ou vivant au domicile de personnes vulnérables.

Nous avons tous et toutes vu des collègues revenir la boule au ventre, conscient-es d'être traité-es pour quantité négligeable par l'État, et angoissé-es pour leur santé !

Le décret du 29 août a été heureusement [retoqué par le Conseil d'État](#) ce jeudi 15 octobre 2020. **Cela signifie que dans l'attente de la parution d'un nouveau décret, celui du 5 mai redevient pleinement applicable et que les personnels vulnérables sont fondés à demander le placement en télétravail, ou bien une ASA si le télétravail est impossible à leur poste.**

Masques DIM : le scandale

L'État, comme tout employeur, a l'obligation de protéger le personnel qui travaille pour lui. Le droit précise bien que le ministère aurait dû fournir des masques FFP2 à chacun-e d'entre nous.

Pénurie de masques, masques périmés, masques restants réservés au personnel soignant... nous savons pourquoi les autres agent-es de l'État n'ont reçu que des masques alternatifs, « grand public », ne pouvant être qualifiés d'équipements de protection...

En septembre, des masques en tissu de la marque DIM ont été distribués, au nombre de 2, 4 ou 5 par personnel (certain-es n'ont pas eu de masques du tout). Traités à la zéolithe d'argent, ces masques sont susceptibles de mettre en danger la santé de leurs porteurs, et deux articles d'un média indépendant (Reporterre, [ici](#) et [là](#)) ont contraint l'administration à **suspendre l'usage et la distribution de ces masques**.

Nous attendons donc la livraison de masques sinon protecteurs, au moins inoffensifs pour notre santé pour le lundi 2 novembre et pour tous les personnels : AESH, AED, personnels RASSED, remplaçant-es, compléments de service...

Discours politique et scientifique français : un cas à part ?

Depuis des mois, le gouvernement développe un discours singulier sur la réaction des enfants au coronavirus, en s'appuyant sur une étude scientifique française incomplète et biaisée (dont on peut retrouver un résumé en anglais [ici](#)).

Non publiée dans une revue scientifique, alors que c'est le seul moyen d'obtenir une validation par les pairs, et basée sur 605 enfants seulement, les données de cette étude dirigée par le professeur Robert Cohen visent à établir des enseignements en termes de contagiosité, notamment en milieu scolaire. Soit.

Le problème, c'est que ces données ont été recueillies pendant le confinement. C'est-à-dire pendant une période totalement anormale où il n'y avait justement plus de vie scolaire.

Autrement dit, et pour parler clair : cette recherche étudie la contagiosité des enfants en milieu scolaire, pendant qu'ils ne sont pas à l'école.

Et depuis, les ministres de l'éducation nationale et de la santé ont **cassé tous les thermomètres** permettant de mesurer la contagiosité des enfants et la progression de l'épidémie en milieu scolaire.

- On ne teste plus les enfants
- On change les règles d'établissement d'un cluster scolaire : pour en établir un, il faut attendre 3 cas positifs de fratries différentes, dans la même classe. Et on précise que les enseignant-es ne sont plus considérés comme cas contacts dès lors qu'ils et elles portent un masque.

Cet **aveuglement volontaire** fait dire au gouvernement que l'on peut rouvrir largement et pratiquement sans précaution tous les établissements ; considérant que les nombreux adultes qui fréquentent quotidiennement des centaines d'enfants ne risquent donc rien et qu'un simple bout de tissu les protégera.

Or de plus en plus d'études étrangères vont à contresens, (comme [celle-ci](#) et [celle-là](#)), qui suggèrent que les jeunes enfants portent une charge virale 10 à 100 fois plus importante que les adultes, ils sont tout aussi contagieux, et que la diffusion par aérosol du virus dans des classes mal aérées et surchargées aggrave la situation.

Deuxième rentrée « rienfoutante » en approche

Notre ministre joyeux et hyper-communicant n'a toujours rien prévu en terme de précautions sanitaires, à l'heure même où de nombreuses voix évoquent déjà un couvre-feu durci, voire un reconfinement partiel ou général.

Nous invitons les personnels à faire des fiches RSST pour signaler tous les dysfonctionnements dès le lundi 2 novembre : non remplacement des masques DIM, non fourniture de nouveaux masques, refus de placement en ASA pour les personnels concernés par le décret du 5 mai 2020, nettoyage insuffisant des locaux, réunions dans des locaux exigus... **La liste est longue et tous les moyens pour se protéger sont indiqués [dans cet article](#).**

Métro, boulot, dodo, contrôle social à gogo :
la recette du gouvernement pour casser les services publics,
masquer la pénurie, tout en muselant les contestataires !